

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

**DU GRAND GUERET**

**Extrait**

**du registre des délibérations**

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze avril à neuf heures, se sont réunis sous la présidence et la convocation de Monsieur le Président, à l'auditorium de la Bibliothèque Multimédia, Mmes et MM. les membres du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Grand Guéret.

**Étaient présents** : M. Guy ROUCHON, Mme Viviane DUPEUX, M. Bernard LEFEVRE, Mme Lucette CHENIER, M. Christophe LAVAUD, Mme Marie-France DALOT, M. Thierry BAILLIET, Mme Mary-Line GEOFFRE-COINDAT, M. Eric CORREIA, Mme Marie-Françoise FOURNIER, MM. Erwan GARGADENNEC, Henri LECLERE, Mme Claire MORY, M. Christophe MOUTAUD, Mme Françoise OTT, MM. François VALLES, Guillaume VIENNOIS, Jean-Pierre LECRIVAIN, Dominique VALLIERE, Jean-Paul BRIGNOLI, Jacques VELGHE, Mme Corinne COMMERNAT, M. Patrick ROUGEOT, Mme Michèle ELIE, MM. Eric BODEAU, Patrick GUERIDE, Mme Armelle MARTIN, MM. Pierre AUGER, Jean-Luc MARTIAL, Mme Elisabeth LAVERDAN-CHIOZZINI, M. Alex AUCOUTURIER, Mme Annie ZAPATA, M. Philippe PONSARD

**Étaient excusés et avaient donné pouvoirs de vote** : Mme Mireille FAYARD à M. Guy ROUCHON, M. Thierry DUBOSCLARD à M. Eric CORREIA, Mme Sabine ADRIEN à M. François VALLES, Mme Olivia BOULANGER à Mme Marie-Françoise FOURNIER, Mme Véronique FERREIRA DE MATOS à M. Christophe MOUTAUD, M. Benoît LASCOUX à Mme Mary-Line GEOFFRE-COINDAT, M. Ludovic PINGAUD à M. Guillaume VIENNOIS, Mme Corinne TONDUF à Mme Françoise OTT, Mme Véronique VADIC à M. Henri LECLERE, M. François BARNAUD à M. Philippe PONSARD, M. Jean-Luc BARBAIRE à M. Bernard LEFEVRE, M. Xavier BIDAN à Mme Michèle ELIE, Mme Patricia GODARD à M. Pierre AUGER

**Étaient excusés** : M. Michel PASTY, Mme Sylvie BOURDIER, M. Gilles BRUNATI, Mmes Ludivine CHATENET, Célia BOIRON, MM. Alain CLEDERE, Michel SAUVAGE, Mme Fabienne VALENT-GIRAUD, M. Philippe BAYOL

**Nombre de membres en exercice** : 55

**Nombre de membres présents** : 33

**Nombre de membres excusés et ayant donné pouvoirs de vote** : 13

**Nombre de membres excusés** : 9

**Nombre de membres absents** : /

**Nombre de membres votants** : 46

**Secrétaire de séance** : M. Christophe MOUTAUD

**VOTE DU TAUX DE COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES – ANNEE 2023**

**Rapporteur** : M. Eric BODEAU

Depuis la réforme de la taxe professionnelle en 2011, il appartient à la Communauté d'Agglomération de voter un taux d'imposition pour la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) qui, avec la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est l'une des deux composantes de la Contribution Economique Territoriale (CET).

L'article 55 de la loi de finances pour 2023 supprime la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) due par les entreprises sur deux ans (2023 et 2024). En contrepartie, les collectivités locales se voient affecter, à compter de 2023, une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) permettant à la fois une compensation pérenne de la perte de CVAE à l'euro près, ainsi qu'une compensation dynamique liée à la TVA nette collectée sur le territoire national.

Données	Montants
Compensation de CVAE (socle)	1 170 383 €
TVA nationale définitive 2022	202 715 590 389 €
TVA nationale prévisionnelle 2023	215 034 425 219 €
<b>Montant de TVA attribué à l'EPCI en compensation de la perte de CVAE</b>	<b>1 239 578 €</b> (1)

(1) (pour mémoire le montant de la CVAE mentionné dans l'état 1259 de 2022 était 1 090 434 €).

Le montant de TVA attribué à l'EPCI mentionné ci-dessus fera l'objet d'une actualisation à l'automne, en lien avec la nouvelle prévision de TVA pour 2023, qui sera associée au projet de loi de finances pour 2024.

Le taux de CFE est fixé pour l'année 2022 à 32.59 % (identique à 2021 et 2020).

Il est proposé de reconduire le taux de l'année 2022 sur 2023.

La base CFE 2023 est évaluée par les services fiscaux à 7 732 000 € (pour rappel, celle de 2022 était de 7 462 313 €).

Le montant total de la CFE (produit et allocations compensatrices) 2023, est estimé à 2 956 564 € détaillé comme suit :

- Produit CFE : 2 519 859 € (2022 : 2431 968 €)
- Allocations : 436 705 € (2022 : 398 506 €)
  - Exonération en zones d'aménagement du territoire : 4 753 €
  - Base minimum : 62 887 €
  - Locaux industriels : 364 194 €
  - Autres allocations : 4 871 € <sup>(1)</sup>

Au vu des éléments mentionnés ci-dessus et compte tenu de la réception de l'état 1259 (état de notification des produits prévisionnels et des taux d'imposition des taxes directes locales) postérieurement au vote du budget primitif 2023, il conviendra d'actualiser les produits CFE attendus sur 2023, via une décision modificative.

Vu l'avis favorable des membres présents à la commission finances, en date du 3/04/23.

Considérant l'ensemble de ces éléments, après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité, décident :

- de fixer à 32.59% le taux de cotisation foncière des entreprises pour l'année 2023,
- de prendre acte du montant de la TVA attribuée à l'EPCI en compensation de la perte de CVAE.

<sup>(1)</sup> il s'agit des allocations pour les exonérations :

- diffuseur de presse,
- bases minimums dont le CA est inférieur à 5 000 €

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Et ont signé les Membres présents

Pour Extrait Conforme

Le Président

Eric CORREIA



Le secrétaire de séance

Christophe NOUVAUD



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES FINANCES PUBLIQUES DE LA CREUSE

Direction départementale  
des Finances publiques de La Creuse

2 Boulevard Saint-Pardoux – B.P. 149  
23000 Gueret CEDEX

Téléphone : 05.55.51.37.24  
Affaire suivie par : Adrien VERNET  
[adrien.vernet@dgfp.finances.gouv.fr](mailto:adrien.vernet@dgfp.finances.gouv.fr)

M. le Président de la Communauté d'Agglomération du  
Grand Guéret  
9, Avenue Charles de Gaulle  
23000 GUERET

Courrier SFDL 03/2023

**Objet :** Compensation de la suppression de la CVAE (article 55 de la loi de finances pour 2023)

Guéret, le 23 Mars 2023

Monsieur le Président,

L'article 55 de la loi de finances pour 2023 supprime la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) due par les entreprises sur deux ans (2023 et 2024). En contrepartie, les collectivités locales se voient affecter, à compter de 2023, une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) permettant à la fois une compensation pérenne de la perte de CVAE à l'euro près, ainsi qu'une compensation dynamique liée à la TVA nette collectée sur le territoire national. Un complément de 500 millions d'euros vient par ailleurs majorer en 2023 le montant du Fonds Vert créé pour financer les projets des collectivités locales et 150 millions d'euros sont consacrés aux pactes capacitaires des services d'incendies et de secours.

Chaque collectivité voit sa compensation fixée en fonction de sa situation et de sa dynamique propre. Au total, les produits versés par l'Etat au titre de la compensation de la CVAE représenteront un montant de 11,2 Mds euros, en progression d'environ 20 % par rapport au montant de CVAE reversé en 2022.

Au sein de cet ensemble, la part de TVA nationale attribuée aux EPCI et venant compenser la perte de CVAE est composée d'une part fixe et d'une part dynamique, déterminées selon deux formules distinctes :

a) la part fixe de compensation affectée aux EPCI et constituant le socle garanti de compensation représente la moyenne des sommes perçues au titre de la CVAE sur 4 ans (2020 à 2023) calculée comme suit :

$$\begin{aligned} \text{Part fixe} &= \text{Moyenne du produit de CVAE perçu en 2020, 2021 et 2022} \\ \text{de} & \quad \text{et qui aurait dû être perçu en 2023} \\ \text{compensation} & + \text{Moyenne du montant des compensations d'exonérations de CVAE} \\ & \quad \text{perçu en 2020, 2021 et 2022 et qui aurait été perçu en 2023} \end{aligned}$$

Accusé de réception en préfecture  
023-200034825-20230414-67\_23-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023

b) la part dynamique de compensation, affectée à un fonds national de l'attractivité économique des territoires, permet de bénéficier de la dynamique de la TVA sur l'année considérée (estimée pour 2023 à 5,1%). Elle est déterminée comme suit pour l'année 2023 :

$$\text{Part dynamique de compensation} = \left[ \frac{\text{TVA nationale}^1_{2023}}{\text{TVA nationale nette définitive en } 2022^2} \times \text{Part fixe de compensation} \right] - \text{Part fixe de compensation}$$

Pour 2023, cette part dynamique est répartie entre les communes et les EPCI a selon les critères d'attribution territorialisée appliqués jusqu'alors en matière de CVAE<sup>3</sup>.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous le montant de TVA nationale affecté à votre EPCI au titre de l'année 2023 en compensation de la suppression de la CVAE et composé du socle de la compensation de CVAE et de la dynamique spécifique à 2023.

Donnée	Montants
Compensation de CVAE (socle)	1 170 383 €
TVA nationale définitive 2022	202 715 590 389 €
TVA nationale prévisionnelle 2023	215 034 425 219 €
<b>Montant de TVA attribué à l'EPCI en compensation de la perte de CVAE</b>	<b>1 239 578 €</b>

Le montant de cette compensation sera régularisé à compter du mois de juillet 2023, par ajustement des avances perçues au titre de la compensation de CVAE depuis le mois de janvier.

À noter que ce montant fera l'objet d'une actualisation à l'automne en lien avec la nouvelle prévision de TVA pour 2023 qui sera associée au projet de loi de finances pour 2024.

Je vous indique également qu'à partir de 2024, les critères de répartition du fonds national d'attractivité seront ajustés pour permettre d'adapter au plus fin la territorialisation de la part dynamique de la compensation. Ces critères feront l'objet d'un prochain décret.

Pour mémoire, les EPCI bénéficient déjà par ailleurs et depuis 2021 de la compensation par versement d'une fraction de TVA au titre de la suppression de la part intercommunale de taxe d'habitation sur les résidences principales (article 16 de la loi de finances pour 2020).

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement et vous prie d'agréer l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Départemental

Luc ESTRUCH

- 1 À ce stade, la compensation est calculée sur la base de la TVA nationale prévisionnelle de 2023
- 2 Donnée fixe de référence qui sera utilisée chaque année
- 3 Décret en cours de publication

Accusé de réception en préfecture  
023-200034825-20230414-67\_23-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2023  
Date de réception préfecture : 14/04/2023